

« *La Realpolitik, c'est souffrir aujourd'hui pour triompher demain!* »
Adolphe Thiers, chef du pouvoir exécutif de la République

REALPOLITIK

PARTIE III

Laurent CARTALIER

Paris, 29 janvier 1871, sept heures moins le quart

Adolphe Thiers sentait qu'une nouvelle crise convulsive approchait. Les derniers jours avaient été marqués par une activité telle qu'il n'en avait jamais connue, même en 1848. Ses mains tremblaient comme il portait à ses lèvres la pilule de belladone, qu'il fit passer d'une rasade de cognac. Décidément, à son âge, ce n'était guère raisonnable, se morigéna-t-il en remettant sa flasque dans sa poche. Et pourtant... il ne s'était jamais senti aussi léger malgré le poids des responsabilités qui l'accablaient. Oh certes, il n'était encore officiellement que député, mais déjà de vieux compagnons se manifestaient pour l'assurer de leur soutien. Les idées du Parti de l'Ordre trouvaient une nouvelle jeunesse avec la débâcle.

Il ne cessait de multiplier les trajets entre Paris et Bordeaux en passant par Tours, de réunion de travail en conférence, de discours en recueil de doléances. Il était impératif de restaurer la confiance des Français et il se voyait bien en homme providentiel. Dire qu'il avait cru sa carrière terminée en 1851 lorsque le prince-président avait définitivement mis un terme à l'expérience républicaine. Il était revenu en politique en 1863 plus par atavisme que par conviction et voilà que la guerre lui donnait l'occasion de revenir au premier plan de la vie politique. Il ne tenait qu'à lui de réussir 1848. La République serait conservatrice ou ne serait pas !

Thiers tira de son gousset un oignon de belle taille. Il était impatient d'écouter ce que le Chancelier d'Allemagne récemment nommé pouvait bien avoir à lui dire. Il referma sa montre d'un geste sec. Si le cocher ne faisait pas montre de plus de zèle, il arriverait vraisemblablement en retard.

Le vieillard ouvrit le judas qui donnait sur l'avant de la voiture.

- Holà, cocher ! Deux francs de plus pour vous si on arrive au Pylône avant sept heures !

- Vos désirs sont des ordres, messire ! Accrochez-vous !

Le fiacre fit un bond en avant quand le cocher fouetta ses chevaux. Thiers retomba lourdement sur la banquette mais il était à cent lieues de ses rhumatismes. Seule importait la confrontation qui s'annonçait.

Thiers arriva au pied du *Friedrich* à l'heure dite.

*
* *

Il ne fut ni impressionné, ni écœuré par la décoration du Hänlein. Tous les régimes politiques s'accommodaient fort bien des ors du pouvoir. En revanche, il fut surpris de voir une telle profusion de luxe à bord du *Friedrich*, qu'il avait jusqu'ici considéré comme un bâtiment de guerre. Mais il est vrai qu'un Hänlein-amiral n'a pas la même fonction qu'un bombardier.

L'antichambre respirait la rigidité pesante des fastes officiels. Les portraits soumettaient l'intrus aux feux croisés de leurs regards. Un subtil malaise s'en dégagait qui forçait le visiteur à baisser involontairement les yeux. Et sur le plancher, un aigle impérial sombre se détachait nettement sur le fond clair d'un tapis persan. Celui-ci était peut-être un peu trop coloré mais il apportait une touche de fantaisie bienvenue dans cet univers froid et hostile. Remarquable, songea Thiers, une décoration qui contraint à l'humilité ! Le plancher était ici l'élément primordial de l'antichambre, contrairement à l'habitude. L'homme qui avait conçu cette pièce était décidément bien habile.

Thiers n'eut cependant guère le temps d'apprécier le plein effet de l'antichambre. À peine eut-il confié son melon et son manteau à l'huissier que celui-ci le guida à travers le dirigeable.

*
* *

Le carré des officiers se situait au milieu de la nacelle. Moltke et ses conseillers étaient occupés à plier les cartes et à les ranger dans des casiers prévus à cet effet. L'un d'entre eux s'échinait sur un cabestan et montait une caisse de bouteilles par une trappe découpée dans le plancher. Lorsque

le général vit l'huissier qui convoyait un troisième invité en direction du bureau de Bismarck, il s'exclama « Noch einmal ! ». Intrigué, Thiers s'excusa auprès de son guide et s'approcha du militaire.

- Bonsoir, général. Je me présente, Adolphe Thiers, député de Paris. Pourriez-vous m'expliquer ce que vous entendez par « encore » ?

- Il y a que Bismarck semble avoir eu une journée plutôt chargée ! À chacun son tour. Cela fait cinq mois que je ne dors plus, c'est à lui de prendre la relève. Il a déjà reçu aujourd'hui deux hommes en audience, le duc de Broglie et une sorte de traîne-savates. J'ignore ce qui se trame mais les choses ne vont pas tarder à bouger.

- Un armistice total et définitif ?

- Ah, ce n'est pas à moi d'en décider. Pour la paix, voyez au fond du couloir. Bonne chance dans vos tractations.

- Et vous, surpassez-vous sur le terrain, qu'on en finisse une fois pour toutes.

Thiers était cependant bien placé pour savoir que ses encouragements étaient parfaitement inutiles. La défaite était consommée et Favre parlait d'ores et déjà de traité de paix. Comme le disait Moltke, les militaires avaient fait leur travail – plus ou moins bien selon le camp – et c'était aux politiques d'occuper le devant de la scène. Négocier une défaite n'était pas nécessairement une honte et pouvait même s'avérer un défi passionnant.

Et c'est en se rappelant Talleyrand que Thiers entra dans le bureau du Chancelier.

*
* *

Un épais nuage de fumée planait au-dessus de Bismarck. Il tira une dernière bouffée de son cigare et le reposa dans le cendrier.

- Ah ! Thiers... Entrez, entrez, je vous prie, lui dit Bismarck depuis son fauteuil.

Thiers s'approcha.

- Monsieur le comte, bonsoir.

- Prenez place. Nous avons à parler de l'avenir. De l'avenir de la France. Thiers se carra confortablement dans le siège que lui désignait Bismarck.

- C'est curieux, cela me rappelle notre entrevue de novembre.

Bismarck balaya la remarque d'un revers de la main.

- À ce moment-là, il était prématuré de parler de paix. Vous autres Français ne comprenez les choses que le couteau sous la gorge. Les armées de la Loire sont épuisées et les Parisiens affamés. Nous sommes maintenant en position de force pour négocier et mes exigences ont été revues à la hausse. Vous auriez mieux fait d'accepter mon offre de paix en novembre.

- Je ne crois pas.

Bismarck leva un sourcil étonné.

- Plaît-il ?

- En novembre, la défaite n'était pas encore une débâcle. Le général Hiver n'avait pas fait son œuvre. C'est désormais chose faite maintenant.

- Et où est votre intérêt dans tout ça ?

- Maintenant, je suis crédible. Si la paix avait été conclue prématurément, la République eût été rapidement dénaturée par des énergumènes de tout poil, comme en 1848. Des excités de la Révolution, des utopistes sans cervelle et de doux rêveurs, en un mot : la chienlit, et une fois de plus, Marianne se serait vue traînée dans la boue par un aventurier, qu'il s'agisse d'un Bourbon ou d'un Bonaparte. Alors qu'avec une France dévastée telle qu'elle se présente aujourd'hui, le peuple n'a qu'une seule idée en tête, une seule envie : retrouver la paix, le calme, l'ordre, la stabilité, toutes valeurs que j'incarne. Si la République a une petite chance de s'implanter définitivement en France, c'est maintenant ou jamais, mais ce sera une République capable de garder la tête froide.

Thiers fut contraint de reprendre son souffle après sa diatribe. Il s'était emporté et devait se modérer davantage. Son cœur s'emballait. Il prit sa boîte de pilules et en sortit une à grand-peine.

- Excusez-moi. Le cœur, vous comprenez...

- Bien sûr. Un verre pour votre pilule ?

- Volontiers !

- J'ai là un champagne... un Mumm, je crois, fit le Chancelier en ouvrant le petit bureau à cylindre. Vous m'excuserez, je ne m'y connais guère, je laisse ce genre de détails à mon intendance. Je crains que nos armées n'aient fait preuve de quelque indécatesse lorsqu'elles ont

traversé la Champagne. Certaines caves doivent être bien vides à présent, ajouta-t-il en remplissant une flûte et en la tendant à Thiers.

- Peu importe, ce n'est pas de champagne dont nous aurons besoin cette année, répondit le député en avalant sa pilule.

- Certes. Ainsi, si j'en crois vos propos, c'est de vous dont la France aurait besoin.

- Ça n'est pas impossible.

- Allons, soyons sérieux, M. Thiers ! Cela fait plus de vingt ans que vous n'êtes plus aux affaires !

- Permettez, soyons précis : cela fait plus de vingt ans que je n'ai pas gouverné. Je suis revenu en politique il y a sept ans de cela.

- Admettons. Mais il y a une chose que je ne m'explique pas : les Français veulent l'ordre et la stabilité. Il me paraît naturel qu'ils optent pour la monarchie. Pourquoi vous choisiraient-ils, vous ?

- C'est assez cocasse : vous me reprochez de ne pas avoir gouverné depuis vingt ans et voilà que vous parlez monarchie. Mais Henri V, comme Louis-Philippe II n'ont *jamais* régné ! Et vous parlez d'ordre, de stabilité ! Mais si vous mettez l'un de ces cocos-là sur le trône, l'autre remuera ciel et terre pour avoir sa part du gâteau ! Ils préfèrent être tous les deux dépossédés que de voir leur rival accéder à la dignité suprême. Je les connais pour les avoir côtoyés, monsieur le comte. Ils n'ont pas l'étoffe de chefs d'État.

- Mais dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle ?

- Le comte de Chambord est un réactionnaire ; quant au comte de Paris, c'est un fainéant qui se contentera d'encombrer de sa masse le sommet de l'État. Avec des prétendants pareils, il n'y a pas à hésiter : autant nous diriger par nos propres moyens que de s'embêter avec des incapables. Nous y gagnerons en efficacité.

Bismarck semblait pensif.

- Mais ils seraient certainement plus malléables...

Thiers jeta un coup d'œil au Chancelier par-dessus ses lorgnons.

- Je vous vois arriver. Vous vous dites que le vieux bonhomme Thiers, ce vieux renard, risque bien de vous mettre des bâtons dans les roues et que vous allez vous retrouver à signer votre propre reddition sans même vous en rendre compte. Rassurez-vous, monsieur le comte, je n'ai pas de

désir plus vif que celui de mettre fin à la guerre le plus rapidement possible et par tous les moyens.

- Tous les moyens ?

- Absolument.

- C'est que j'ai des exigences... qui pourraient poser problème.

Thiers inspira profondément. Il allait enfin connaître les conditions de paix qu'avait mûries Bismarck.

- Je sais pour avoir déjà discuté avec vous que vous êtes sage et que vos exigences se cantonneront aux limites du raisonnable.

- Par exemple, une indemnité de guerre de cinq milliards de francs-or me semblerait nécessaire.

- Rien de plus normal pour le vainqueur. J'ai la confiance des milieux financiers. Un emprunt à cinq pourcent garanti sur mon nom et vous serez payé.

- Mais la France est exsangue...

Thiers ne voulait rien laisser paraître de son trouble.

- Billevesées que tout cela ! Que sont cinq mois de campagne pour un pays qui a connu vingt ans de guerre au début de ce siècle ?

- Il nous faudrait cette somme rapidement. Il serait bon que vous permettiez à vos banques de récupérer au plus vite l'argent nécessaire auprès des Français.

L'atmosphère commençait à devenir étouffante. Thiers desserra son col.

- Cela n'ira pas sans mal auprès du petit peuple, mais nous serons solidaires dans le malheur.

- Il faudra également que je laisse une armée d'occupation le temps de déterminer les termes du traité.

Thiers se tassait de plus en plus dans son fauteuil.

- Vos hommes sont les bienvenus.

- Vous vous chargerez de leur logement et de leur approvisionnement.

C'est d'une voix presque éteinte que Thiers répondit.

- Bien sûr.

- Enfin, les Allemands considèrent l'Alsace et la Lorraine comme des terres germaniques. Notre Empire serait boiteux sans elles et nous allons devoir les annexer.

Thiers déglutit avant d'avaler cette nouvelle couleuvre.

- Accordé.

- Sans oublier les considérations connexes qui seront débattues ultérieurement. Monsieur Thiers, quelle chance pour la République de vous avoir à ses côtés ! Je suis ravi de voir que vous semblez bien être l'homme de la situation.

Thiers sortit un mouchoir et s'épongea le front. Lors des négociations de 1814, Talleyrand avait réussi à faire attribuer la Belgique à la France. Lui ne parvenait même pas à conserver l'Alsace et la Lorraine. Il essaya néanmoins de protester. Pour la forme.

- Tout de même, monsieur le comte, l'Alsace et la Lorraine...

Bismarck considéra gravement son interlocuteur.

- Je sais ce que vous pensez, monsieur, et je ne suis pas loin de penser comme vous. Mais même si je ne suis pas républicain, j'écoute mon peuple et il me dit : « Faites en sorte que l'Alsace et la Lorraine retournent dans le giron germanique ». La cohésion de l'Empire allemand est à ce prix.

- Les Français ne vont pas apprécier.

- Je sais. Mais la grandeur de l'Allemagne prime toute autre considération. Inutile de songer à discuter cette annexion.

- Nous devons être réalistes, n'est-ce pas ?, ajouta Thiers avec un pauvre sourire.

- Absolument. La Realpolitik, c'est assumer ses responsabilités. Vous avez perdu, vous payez. Vous semblez l'avoir compris, monsieur Thiers, et je vais tout mettre en œuvre pour que la République dont vous rêvez puisse exister.

- En ce cas, faites en sorte que des élections se tiennent sous peu. C'est tout ce que je demande.

Thiers se leva pour prendre congé. Il avait envie d'être seul.

- Mais vous ne craignez pas un succès monarchiste ?

- Il y aura autant de légitimistes que d'orléanistes. Ils seront occupés à se tirer dans les pattes et ils me nommeront Premier Ministre à titre provisoire. Ils se discréditeront d'eux-mêmes et j'en profiterai pour ancrer définitivement la République dans notre pays.

- C'est là un pari risqué...

- Détrompez-vous, monsieur. Je connais bien mes compatriotes. Occupez-vous de l'Allemagne, je me charge de la France. Je vous souhaite le bonsoir, monsieur le comte.

Mais le député de Paris marqua une légère hésitation sur le seuil de la porte.

- Une dernière chose, monsieur le comte : vous avez dit avoir écouté la voix de votre peuple pour l'Alsace-Lorraine. En ce cas, pourquoi n'avez-vous pas écouté les Allemands du Sud qui refusaient de rejoindre votre empire ?

- Je sais ce qui est bon pour les Allemands. Comme tous les républicains, vous confondez obéissance et soumission. Je suis le serviteur de mon peuple. Vous êtes l'esclave du vôtre. Au revoir, monsieur.

*
* *

Thiers ressassait la dernière phrase de Bismarck qui résumait parfaitement cet homme. Il méprisait souverainement ses compatriotes et ferait tout pour imposer son Empire. Il avait tort quand il disait qu'il servait les Allemands. Il ne servait même pas son roi. Il servait l'Allemagne. Thiers se promit de n'en jamais arriver à ce degré d'inhumanité. Servir la France, oui, mais *avec* les Français !

Quand il arriva au carré, celui-ci tenait lieu de mess. Les officiers attaquaient vaillamment une dinde, et à en juger par la qualité des chants folkloriques qui lui parvenaient aux oreilles, le sommelier avait certainement proposé des vins exceptionnels pour accompagner les hors-d'œuvre.

Moltke interpella Thiers d'un ton jovial et l'enjoignit à se joindre à eux, précisant qu'il faisait déjà nuit dehors. Le Français le remercia poliment en l'assurant qu'il était attendu chez lui. Il les quitta en leur souhaitant une bonne soirée et en pensant aux Parisiens qui n'avaient plus de bois pour se chauffer ni de pain pour se nourrir.

Décidément, l'appétit des Prussiens causerait leur perte. L'Alsace et la Lorraine ! Aucun Français ne l'accepterait, les Alsaciens et les Lorrains moins que les autres.

Thiers secoua la tête en prenant son fiacre. Bismarck savait peut-être bien faire la guerre mais il bâclait la paix.

*
* *

De manière fort peu conventionnelle, Bismarck s'étira tout en se levant. Une après-midi derrière son bureau était beaucoup plus éprouvante qu'une journée à cheval sur ses terres de Schœnhausen. Mais la diplomatie offrait de ces plaisirs de l'esprit qu'une promenade ne saurait prodiguer. « Une bonne journée de travail », songea le Chancelier tandis qu'il ouvrait le tiroir de son bureau et en sortait une feuille, une plume et un encrier.

À suivre :

REALPOLITIK

partie IV